Les inégalités s’accroissent et freinent la croissance.

**Ce n’est encore qu’un document de travail sobrement intitulé.*«***[***Tendances***](http://www.lemonde.fr/tendances/) ***de l’inégalité des revenus et son impact sur la croissance »*. Officiellement, il n’engage que son auteur, Federico Cingano, économiste à la Banque d’**[**Italie**](http://www.lemonde.fr/italie/) **détaché à l’Organisation de coopération et de développement *é*conomiques (OCDE). Mais, publié avec l’aval de la direction de l’**[**emploi**](http://www.lemonde.fr/emploi/) **de l’OCDE, ce texte lance le débat à l’intérieur de l’institution sur un sujet économiquement et politiquement sensible : l’impact de l’accroissement des inégalités de revenu, à leur plus haut depuis trente ans, sur l’économie.**

L’économiste italien commence par [dresser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/dresser/) un panorama général de la situation. Le revenu disponible des ménages, note-t-il, a augmenté en moyenne de 1,6 % par an (hors inflation) dans les vingt à vingt-cinq années qui ont précédé la crise de 2008 dans l’ensemble des 34 pays de l’OCDE.

Mais cette augmentation est allée de pair, dans les trois quarts d’entre eux, avec une forte hausse des inégalités de revenu. Jamais en trente ans, le fossé entre riches et pauvres n’a été aussi prononcé qu’actuellement dans les économies avancées. Aujourd’hui, le revenu des 10 % de la [population](http://www.lemonde.fr/demographie/) les plus riches est en moyenne 9,5 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres. Dans les années 1980, ce ratio était de 7.

Les travaux des économistes Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Camille Landais l’ont montré : les inégalités se sont creusées fortement depuis le milieu des années 1980 sous l’effet notamment d’une très forte progression des revenus des plus riches. Toutefois, la flambée de la part des plus hauts revenus n’est pas seule en cause dans cet accroissement.

**Les** [**Pays-Bas**](http://www.lemonde.fr/pays-bas/) **et la** [**France**](http://www.lemonde.fr/europeennes-france/) **restent égalitaires.**

Une double dynamique l’explique en réalité : les riches se sont enrichis davantage et les pauvres se sont appauvris encore plus, le revenu des 10 % les plus défavorisés ayant augmenté beaucoup plus lentement dans les années de croissance et ayant reculé en période de crise. Au point, signale Federico Cingano, que la pauvreté monétaire relative (et, dans certains pays, absolue) s’est à nouveau imposée dans le débat [politique](http://www.lemonde.fr/politique/) dans les économies avancées.

L’aggravation des inégalités est également révélée par le coefficient de Gini, un indicateur dont la valeur s’échelonne de 0 en cas d’égalité parfaite de revenu à 1 si tout le revenu va à un seul individu. Dans les pays de l’OCDE, la valeur de ce coefficient était de 0,29 au milieu des années 1980. Elle a depuis augmenté de trois points pour s’établir en moyenne à 0,32 en 2011-2012 dans 16 des 21 pays pour lesquels on dispose de longues séries chronologiques.

Sa progression a été particulièrement forte (plus de 5 points) aux Etats-Unis, en [Israël](http://www.lemonde.fr/israel/), en [Nouvelle-Zélande](http://www.lemonde.fr/nouvelle-zelande/) mais aussi en [Finlande](http://www.lemonde.fr/finlande/) et en [Suède](http://www.lemonde.fr/suede/), ce à quoi les pays nordiques ne nous avaient pas habitués.

En revanche, la [Belgique](http://www.lemonde.fr/belgique/), les Pays-Bas et la France restent des pays égalitaires, tandis que la [Grèce](http://www.lemonde.fr/grece/) et la [Turquie](http://www.lemonde.fr/turquie/) sont les seules à [avoir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/auxiliaire/avoir/) vu se [réduire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/r%C3%A9duire/) leurs inégalités, après qu’elles eurent pris des proportions inédites.

Les économistes débattent depuis des années de l’impact des inégalités de revenu sur la croissance. Sont-elles bonnes ou mauvaises pour la marche des économies ? Telle est la question. Les plus libéraux soutiennent qu’elles peuvent [stimuler](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/stimuler/) la croissance, ce que contestent de nombreux autres chercheurs.

A [partir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/partir/) d’une analyse économétrique des données harmonisées couvrant les pays de l’OCDE sur les trente dernières années, Federico Cingano établit pour sa part que les inégalités de revenus ont *« une incidence négative, statistiquement significative, sur la croissance à moyen terme »*.

D’après [ses](http://www.lemonde.fr/bourse/nyse-euronext-paris-equities/ses/) calculs, 3 points de Gini en plus feraient [perdre](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/perdre/) 0,35 point de croissance par an sur vingt-cinq ans. Soit une perte cumulée de PIB de 8,5 % à terme. L’aggravation des inégalités aurait ainsi coûté plus de 10 points de croissance au [Mexique](http://www.lemonde.fr/mexique/) et à la Nouvelle-Zélande, près de 9 points au [Royaume-Uni](http://www.lemonde.fr/royaume-uni/), à la Finlande et à la [Norvège](http://www.lemonde.fr/norvege/), de 6 à 7 points aux Etats-Unis, à l’Italie et à la Suède.

Ce qui importe le plus en matière de croissance, révèle l’économiste italien, c’est l'écart entre les ménages à faible revenu et le reste de la population. En revanche, selon le chercheur, rien ne permet d’affirmer que l’accroissement des inégalités par le haut de la distribution nuit à la bonne marche des économies. Autrement dit, la France aurait pu s’épargner, au moins sur le plan économique, le feuilleton de la taxe à 75 % sur les très hauts revenus...

**Effets sur l’instruction et la formation.**

Ce n’est pas seulement la pauvreté ou le revenu des 10 % de la population en bas de l’échelle qui inhibe la croissance, mais plus globalement le sort réservé aux quatre premiers déciles de revenu, les 40 % les plus défavorisés. C’est parmi eux que se trouvent les classes moyennes inférieures vulnérables qui risquent *« de ne* [*pouvoir*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/pouvoir/) *ni* [*bénéficier*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/b%C3%A9n%C3%A9ficier/) *de la reprise et de la croissance future ni y* [*apporter*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/apporter/) *leur contribution »*. Pourquoi ? Parce qu’en entravant l’accumulation du capital humain, les inégalités de revenu compromettent les possibilités de s’instruire pour les personnes défavorisées et limitent la mobilité sociale et professionnelle.

Les conclusions que les politiques peuvent [tirer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/tirer/) de cette analyse s’imposent d’elles-mêmes : loin d’être antinomiques, le combat pour la croissance et la lutte contre les inégalités doivent [aller](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/aller/) de pair.

Au passage, l’économiste italien précise que les politiques de redistribution ne nuisent pas à la croissance, à condition qu’elles soient bien ciblées et centrées sur les outils les plus efficaces. Dans la droite ligne d’autres travaux de l’OCDE sur l’éducation et la [formation](http://www.lemonde.fr/formation/), il propose de *« privilégier les familles avec enfants et les jeunes, qui prennent des décisions déterminantes en matière d’investissement dans le capital humain »* et d’*« encourager le développement de compétences et la formation tout* [*au long*](http://www.lemonde.fr/m-au-long/) *de la vie »*.

A bientôt.

Grosse bise numérique.